

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION
DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR NORD**

CONSULTATION N°2025-02

MARCHÉ N° EJ -

***ACTE D'ENGAGEMENT
(AE)***

**Maintenance des installations multitechniques
des centres de rétention administrative**

CRA Coquelles (lot 2)

Ce document comporte 10 pages, numérotées de 01 à 10 (dont 5 annexes)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 2 – CONTRACTANT.....	3
ARTICLE 3 – PRIX.....	5
ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 5 – PAIEMENTS.....	5
ARTICLE 6 – AVANCES.....	6
ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 8 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE.....	7
ARTICLE 9 – DÉCISION DU REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	7
ANNEXE 1 – DEMANDE D’ACCEPTATION DE SOUS-TRAITANCE.....	8
ANNEXE 4 – PROPOSITION D’UN PARCOURS D’INSERTION (ARTICLE 7.2.1 DU CCAP).....	9
ANNEXE 5 – FORMULAIRE D’INSERTION PAR L’ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (ARTICLE 7.2.2 DU CCAP).....	10

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le contrat qui est conclu avec l'entreprise dont l'offre a été retenue par l'acheteur ci-après :

- L'acheteur Ministère de l'Intérieur
- Représentant du pouvoir adjudicateur Monsieur le préfet délégué pour la défense et la sécurité de la zone Nord

puis acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur, est un marché de maintenance préventive et corrective des installations multitechniques du centre de rétention administrative de Coquelles.

L'offre du présent accord-cadre est établie sur la base des conditions en vigueur au mois zéro – **Mo : février 2025.**

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est :

Monsieur le directeur de l'administration générale et des finances du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'Intérieur Nord ;

L'ordonnateur :

Monsieur le préfet de la région Hauts-de-France, préfet du département du Nord ;

Le comptable assignataire des paiements :

Monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Hauts-de-France et du département du Nord.

ARTICLE 2 – CONTRACTANT

2.1 – Je, contractant unique, soussigné :

agissant au nom et pour le compte de la société :

au capital de :

ayant son siège social à :

Courriel :

Tél :

Coordonnées de l'interlocuteur :

immatriculé à l'INSEE :

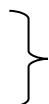
- numéro d'identité d'établissements SIRET :
- numéro d'activité économique principale (APE) :
- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :
- numéro d'inscription au répertoire des métiers :

après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives et techniques particulières n°2025-02 et des documents qui y sont mentionnés,

M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de CENT QUATRE-VINGTS JOURS (180) à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

2.2 – Nous, cotraitants soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après,

Rayer la mention inutile



groupées solidaires les unes des autres,

groupées conjointes les unes des autres,

Après notification, il sera demandé au groupement de prendre la forme conjointe avec le mandataire solidaire.

Premier cocontractant	
Indiquer le nom, le prénom et la qualité du signataire	
Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social si elle est différente de celle de l'établissement, son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIREN)	

Deuxième cocontractant	
Indiquer le nom, le prénom et la qualité du signataire	
Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social si elle est différente de celle de l'établissement, son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIREN)	

Troisième cocontractant	
Indiquer le nom, le prénom et la qualité du signataire	
Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social si elle est différente de celle de l'établissement, son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro SIREN)	

et étant pour tout ce qui concerne l'exécution du présent marché, représenté par (*identité du mandataire*) dûment mandaté à cet effet,

- après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières n°2025-02 et des documents qui y sont mentionnés,

Les déclarations similaires des sous-traitants sont annexées au présent acte d'engagement.

NOUS ENGAGEONS, sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies. L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de CENT-QUATRE-VINGTS JOURS (180) à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 3 – PRIX

Les prix des prestations du présent marché sont mixtes :

- forfaitaires tels que définis à l'annexe 2 de l'acte d'engagement (DPGF) ;
- unitaires tels que définis à l'annexe 3 de l'acte d'engagement (BPU).

Les prix sont établis selon les conditions économiques en vigueur au mois Mo défini à l'article 1 du présent acte d'engagement.

Les modalités d'évolution du prix sont fixées dans l'article 12.2 du cahier des clauses administratives particulières n°2025-02.

ARTICLE 4 – DURÉE DU MARCHÉ

Le marché issu de la consultation n°2025-02 est conclu pour une durée ferme de deux ans à compter de la date définie lors de la notification.

Il est reconductible tacitement deux fois pour des périodes d'un an.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, le titulaire ne pourra pas refuser les reconductions.

En cas de non-reconduction du marché, le pouvoir adjudicateur fera connaître sa décision au titulaire via la plateforme des achats de l'État (PLACE), 2 mois avant la date anniversaire du début des prestations.

ARTICLE 5 – PAIEMENTS

L'acheteur public se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes ci-après :

☐ 1^{er} contractant :
compte ouvert au nom de :
sous le numéro (IBAN complet) :
Banque

☐ 2^{ème} contractant :
compte ouvert au nom de :
sous le numéro (IBAN complet) :
Banque

☐ 3^{ème} contractant :
compte ouvert au nom de :
sous le numéro (IBAN complet) :
Banque

RIB DE CHAQUE CO-CONTRACTANT À FOURNIR

L'acheteur public se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les actes modificatifs ou les actes spéciaux.

ARTICLE 6 – AVANCES

En application des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, aucune avance ne sera versée si le montant du bon de commande n'excède pas 50 000,00 € HT

Si le montant du bon de commande excède 50 000,00 € HT, et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance sera versée au titulaire sauf en cas de refus par celui-ci précisé ci-dessous.

Le mandataire :

ne refuse pas de percevoir l'avance prévue à l'article 11.2 du CCAP

refuse de percevoir l'avance prévue à l'article 11.2 du CCAP

raier la mention inutile

ARTICLE 7 – SOUS-TRAITANCE

L'annexe 1 au présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par un sous-traitant payé directement, le nom du sous-traitant concerné.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient envisagés, l'annexe 1 serait dupliquée autant de fois qu'il y a de sous-traitants (un seul sous-traitant par exemplaire de l'annexe 1).

Chaque exemplaire de l'annexe 1 constitue une demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché.

Le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Le montant maximal de la créance que je pourrai (nous pourrons) présenter en nantissement en tant que titulaire chargé de l'exécution des prestations est ainsi de :

.....€ (euros) TTC

Cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours d'exécution leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement les concernant au représentant du pouvoir adjudicateur ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Nature des prestations	MONTANT HT
	€
	€
	€
Total :	€

ARTICLE 8 – ENGAGEMENT DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des montants et délais fixées aux annexes 2 et 3 du présent acte d'engagement.

Fait en un seul original

À Le

Le candidat
signature de la société

ARTICLE 9 – DÉCISION DU REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

L'offre proposée par l'entreprise (ou par le groupement titulaire), est acceptée selon les conditions financières fixées aux annexes 2 et 3 du présent acte d'engagement, pour valoir acte d'engagement.

Montant total forfaitaire annuel :

Montant hors taxes	
Montant de la TVA (taux%)	
Montant toutes taxes comprises	

Montant TOTAL TTC en lettres (en euros) :

.....
.....
.....

Lille, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur

ANNEXE 1 – DEMANDE D'ACCEPTATION DE SOUS-TRAITANCE

Consultation n°2025-02

SOUS-TRAITANT N°

MARCHE :

Titulaire :

Objet du marché :

IDENTIFICATION DU SOUS-TRAITANT :

Nom, raison ou dénomination sociale :

Adresse :

Entreprise individuelle ou forme juridique de la société :

Numéro d'identité d'établissement (SIREN) :

Numéro d'inscription au registre du commerce ou au répertoire des métiers :

NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES :

Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :

- Montant HT :

- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitant ce dans le cas de travaux sous-traités relevant du 2 nonies de l'article 283 du code général des impôts :

- Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire) :

- Montant hors TVA :

Modalités de variation des prix :

Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct (article R.2193-10 ou R.2393-33 du code de la commande publique) :

OUI ☐

NON ☐

CONDITIONS DE PAIEMENT :

Compte à créditer :

(joindre un relevé d'identité bancaire ou postal)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

Modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :

Mois d'établissement des prix : **février 2025**

Stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses :

Le sous-traitant,

Le titulaire,

Pièces jointes :

- Déclaration du sous-traitant concerné attestant qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions d'accéder aux marchés publics.
- Capacités professionnelles et financières du sous-traitant.
- Lettre de demande du sous-traitant s'il souhaite bénéficier de l'avance.

ANNEXE 4 – PROPOSITION D'UN PARCOURS D'INSERTION (ARTICLE 7.2.1 DU CCAP)

Le présent « formulaire de parcours en entreprise » est un document de contact, dont la finalité est de permettre la réalisation d'un parcours en entreprise au bénéfice d'un jeune en situation de décrochage scolaire.

Il est rempli par le candidat et, en cas d'attribution du marché, sera transmis par l'acheteur à la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS). Il fera alors l'objet d'un échange entre le titulaire et la MLDS, en vue de la réalisation concrète du parcours.

En raison de la sensibilité des sites d'intervention, l'action devra impérativement être réalisée dans les locaux du titulaire ou sur un autre site.

Informations sur la durée du parcours et le lieu du stage :

300 heures ☐

450 heures ☐

900 heures ☐

Nom de l'entreprise :

Lieu du stage (adresse postale) :

Encadrement du parcours au sein de l'entreprise :

Nom du responsable des ressources humaines :

Nom du référent en entreprise (s'il est différent du RRH) :

Fonction :

Coordonnées tél./courriel :/.....

Conditions d'accueil ? (<i>livret d'accueil, poste de travail, tickets restaurants, transports...</i>)	
Tenue fournie ? (<i>si les activités le nécessitent</i>)	
Tâches/activités* pressenties pour le jeune bénéficiaire de la clause sociale ?	
Tâches/activités* pressenties nécessitant des déplacements ?	

Autres remarques utiles :

.....
.....

* Définitions à préciser si la terminologie est technique.

Fait à....., le

Signature et cachet de la société

ANNEXE 4 – FORMULAIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (ARTICLE 7.2 DU CCAP)

I – PROPOS INTRODUCTIFS – MODE D'EMPLOI

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, l'acheteur fait application d'une clause d'insertion par l'activité économique.

Le titulaire s'engage à réaliser, sur la durée d'exécution du marché, reconduction comprise, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. Sont notamment éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi :

- des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois ;
- des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, AI...) ;
- les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle ;
- les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Économique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail ;
- les personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

II – PROPOSITION DE RETOUR A L'EMPLOI DE PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L'EMPLOI

Le présent « formulaire de retour à l'emploi » est un document de contact, dont la finalité est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Je soussigné(e),

Nom du signataire :

Prénom :

Qualité :

DÉCLARE avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières n°2025-02, notamment de son article 7.2 « clause d'insertion par l'activité économique » en faveur de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

M'ENGAGE, si je suis déclaré attributaire d'un ou plusieurs lots, à mettre en place la clause d'insertion par l'activité économique, dans l'exécution du marché concerné.

M'ENGAGE à prendre contact, dès la notification du marché, avec le chargé de mission « clause d'insertion » désigné à l'article 7.2 du cahier des clauses administratives particulières n°2025-02, afin de déterminer les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion.